



EurAc Info

Daily Press Review on the Great Lakes region & EurAc network

24 April 2017

Press Review

EU Foreign Policy

DRC/EU



Bart Ouvry
@BartOuvry

Abonné

Merci à délégation haut niveau #SADC pour consultations constructives - #UE en faveur d'engagement régional pour apporter solutions en #RDC

RETWEETS

10

JAIME

6



19:19 - 21 avr. 2017

DRC/EU - [La MONUSCO «incapable d'anéantir les rebelles», estime une délégation de députés de l'UE](#), Radio Okapi, 21 avril

“Une délégation de députés européens en séjour au Nord-Kivu a estimé jeudi 20 avril que la MONUSCO n’a pas travaillé assez, pendant plus de 15 ans, pour mettre fin à l’activisme des groupes armés en RDC. Les huit parlementaires européens se sont entretenus mercredi avec Julien Paluku, le gouverneur du Nord-Kivu.

«Il y a un véritable gaspillage de moyens et manque d’action pratique. C’est incompréhensif que, pendant presque 20 ans, un contingent de 20 000 hommes soit incapable d’anéantir des rebelles qui sont des bandits. Aucun rapport avec une force de frappe puissante et la population reste sa protection», a déploré Javier Nart, député européen à l’issue de l’audience avec Julien Paluku.

Les députés en séjour à Goma sont membres de la sous-commission Défense et Sécurité du Parlement européen. Ils sont venus s’enquérir des questions sécuritaires dans la région et les défis à relever.”

DRC/France - [Democratic Republic of Congo – Situation in the Kasai provinces \(20 April 2017\)](#), France Diplomatie, April 20

DRC/UK



Amb. Graham Zebedee
@GrahamZebedee

Abonné

#Kasai region of #DRC (the size of Italy) is a huge & under-reported #humanitarian crisis. 1 million displaced, 2.4m affected by conflict.

OCHADRC @UNOCHA_DRC
#Angola sees influx of #Congoese fleeing #Kasai violence googleweblight.com/?lite_url=http...

À l'origine en anglais

RETWEETS
31

JAIME
9



13:52 - 19 avr. 2017 depuis République Démocratique Du Congo

BURUNDI/EU - [Interview exclusive – Wolfram Vetter : « Pour l'UE, le dialogue à Arusha est la seule option. »](#), Iwacu, 14 avril

“Parmi les questions de l'heure, celle de la modification de la Constitution divise la classe politique. Votre avis.

Il n'y a pas actuellement un environnement qui permet d'avoir un consensus autour d'une question aussi importante que la modification de la Constitution. Et ce n'est surtout pas le moment de prendre des décisions tendant à l'abandon des principes d'Arusha. Il faut avoir un consensus plus large dans la société. Or, le pays n'est pas encore sorti de la crise déclenchée en 2015. Le dialogue tourne au ralenti et nous avons 400.000 réfugiés. Une partie de la classe politique ainsi que de la société civile et du secteur privé est en exil et ne peut pas participer aux discussions.

Quid des pourparlers d'Arusha ?

Il faut vraiment soutenir le processus d'Arusha, la facilitation de l'ex-président Mkapa. Pour nous c'est la seule option pour obtenir un dialogue inclusif inter-burundais qui permettra vraiment de développer ensemble une feuille de route de sortie de crise. Le processus est en route, mais il nécessite un soutien plus fort de toutes les parties prenantes.

[...] En mars 2016, l'Union européenne et les Etats membres ont décidé de prendre des mesures appropriées et de geler une partie de la coopération c'est-à-dire l'appui direct au gouvernement. La situation n'a pas changé ?

Pour sortir de cette impasse, on a défini très clairement les engagements attendus de la part du Gouvernement burundais. Il s'agit, entre autres, du dialogue inclusif assuré par la médiation régionale, la réouverture d'un espace politique. Il s'agit également d'assurer un espace politique pour la société civile, de permettre aux médias indépendants de travailler ainsi que d'assurer le suivi judiciaire des cas de torture avérés. C'est clairement défini. Et s'il y a un progrès sur au moins une de ces attentes, l'UE pourra progressivement réengager la coopération avec le Gouvernement burundais. Mais je voudrais également rappeler que nous continuons à œuvrer dans des secteurs tels que la santé, la nutrition et l'énergie. A cet effet, nous avons débloqué une somme de 55 millions d'euros en faveur du Burundi l'année dernière.

Avez-vous noté une amélioration tendant à une reprise de la coopération ?

Sur le fond, pas vraiment. On essaie de suivre cela de très près. Néanmoins, notre analyse est qu'il y a aujourd'hui des signes d'ouverture de la part du Gouvernement. En clair, l'atmosphère s'est améliorée, et

d'ailleurs les contacts n'ont jamais été interrompus avec les autorités de l'Etat. Quelques mesures encourageantes ont été prises. Il s'agit notamment de la libération des prisonniers du parti MSD; il y a aussi la reconnaissance de l'existence d'une crise humanitaire et le lancement d'un plan humanitaire. J'essaie d'encourager à continuer dans cette voie-là. Je garde espoir, et je reste optimiste. Je reste convaincu que les membres du Gouvernement sont réengagés à travailler avec la communauté internationale."

BURUNDI/THE NETHERLANDS - [Harry Verweij : « C'est mon devoir de contribuer à renforcer les relations de coopération entre mon pays et le Burundi, au-delà des vicissitudes passagères. »](#), Iwacu, 24 avril

“Comment sont, actuellement, les relations entre les Pays-Bas et le Burundi ?

Les relations entre les deux peuples sont basées sur l'amitié et, partant, sur la volonté d'assister les Burundais avec notre expertise. Même dans une relation amicale, les partenaires ne sont pas à la même page tout le temps.

Lorsqu'il y a des soucis comme aujourd'hui, il faut – pour chaque côté – rester toujours ouvert, garder le contact et l'échange, afin de trouver ensemble des voies d'amélioration. Outre la transparence, je pense qu'un meilleur respect des droits de l'Homme, une coopération assidue avec la communauté internationale – y inclus l'Union Africaine, la Communauté de l'Afrique de l'Est, et le Haut-Commissariat de droits de l'Homme – sont indispensables pour le développement du Burundi.

Les Pays-Bas ont arrêté l'aide directe envers le gouvernement burundais. N'est-ce pas condamner la population burundaise à la misère ?

La plus grande partie de l'aide des Pays-Bas au Burundi est maintenue pour assister la population burundaise. Ainsi, malgré les hauts et les bas, l'Ambassade des Pays-Bas continue d'investir dans l'aide à la population burundaise pour environ 25 millions d'euros par an. Si on ajoute l'assistance financière hollandaise à l'Union Européenne, l'ONU etc, le montant total sera de plus de 50 millions d'euros par an. Un des points d'attention des Pays-Bas dans la coopération internationale est le rôle irremplaçable du secteur privé dans le développement. Par-là, je veux parler de la nécessité d'améliorer les conditions permettant aux entreprises d'exister, d'attirer le capital étranger et d'être compétitives. Cela est indispensable, d'abord et avant tout, pour les jeunes entrepreneurs burundais.

Concrètement, comment votre pays assiste-t-il la population burundaise ?

Par exemple, le programme d'assistance agricole des Pays-Bas au Burundi est très grand. Les Pays-Bas, comme deuxième exportateur agricole du monde ont une expertise très vaste. Celle-ci a permis, durant cette année écoulée de 2016, d'accorder au Burundi une assistance en transformation agricole et planification pour les ménages, en engrais chimique, pour plus de 10 millions d'euros et en provision alimentaire aux cantines scolaires partout au Burundi pour plus de 5 millions d'euros. Comme ami, le peuple néerlandais accorde une attention particulière aux efforts engagés par les Burundais pour sortir de l'actuelle situation difficile, et il reste prêt à apporter son aide autant que possible.

Les pays de l'Union Européenne, partenaires du Burundi, demandent au gouvernement de respecter l'article 96 de l'Accord de Cotonou. Quelle appréciation en faites-vous aujourd'hui ?

Au terme de l'Accord de Cotonou, nous sommes des partenaires importants l'un pour l'autre. Cet accord demande aux partenaires de maintenir le dialogue notamment sur les valeurs communes, entre autres les valeurs démocratiques, dont le respect des droits de l'Homme. Alors, mon appréciation aujourd'hui est que la tendance des relations est à l'espoir. Sur cette base, j'espère que le Burundi continuera de faire l'effort d'avancer pour entretenir le dialogue ouvert avec mon pays, et avec l'UE."

Central Africa – Great Lakes – African Union & other regional institutions

SADC/DRC - [Crise en RDC: médiation de la SADC](#), BBC 20 avril

“La Communauté de développement des Etats d’Afrique australe (SADC) a entamé une médiation entre les parties prenantes de la crise politique en République Démocratique du Congo.

L’accord de la Saint Sylvestre et sa mise en application constituent les points essentiels de ces échanges.

Cette nouvelle tentative de mettre fin à la crise politique en RDC intervient après la nomination d’un nouveau Premier ministre par le président Joseph Kabila.

La délégation de la SADC, présente à Kinshasa depuis mardi, rencontre tour à tour les parties prenantes dans la crise congolaise avec comme objectif de recueillir les avis et recommandations du pouvoir et de l’opposition pour une sortie de crise.”

AU/UN - [Secretary-General’s remarks at joint press encounter with Moussa Faki Mahamat, Chairperson of the African Union Commission](#), UN Secretary General, April 19

Natural Resources - Conflict minerals

No major press coverage

DRC

Politics – Elections

[Brussels prosecutors investigate Congolese passport deal](#), Reuters, April 20 // [Congo rights group urges attorney general to investigate costly passports](#), Reuters, April 23

TOP STORY - [Faillite des banques en RDC : 17 jeunes manifestants libérés](#), VOA, 22 avril

19/12/16 #4MoisDeja
LUCHA @luchaRDC

Abonné

Libertéeeeeeee !!!! Nos 17 camarades qui étaient détenus à Goma viennent d'être libérés. Sans moindre frais, sans rançon !
Merci à tous !



RETWEETS 80 JAIME 192

14:45 - 22 avr. 2017

You, Mushobekwa Likulia M, UN Human Rights DRC and 7 others

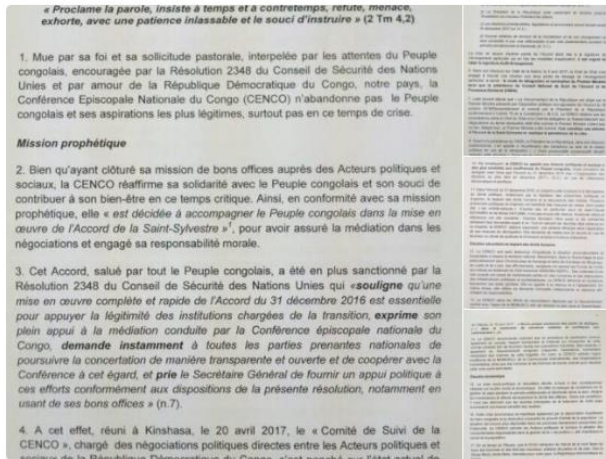
[Joseph Kabila et Abdel Fatah Al-Sissi condamnent les ingérences étrangères en RDC](#), Radio Okapi, 23 avril

TOP STORY - [RDC: la Cenco critique la nomination du nouveau Premier ministre](#), RFI, 21 avril // [RDC : Bruno Tshibala Premier ministre, une « entorse » à l'accord de la Saint-Sylvestre selon la Cenco](#), Jeune Afrique, 21 avril

19/12/16 #4MoisDeja
LUCHA @luchaRDC

Abonné

La CENCO revient (et ramène) à l'essentiel : élections en 2017, Kabila pas éligible, pas de changement constitution... Il était temps !



RETWEETS 93 JAIME 98

21:20 - 21 avr. 2017

France Diplomacy, UK in DRC, U.S.Embassy Kinshasa and 7 others

⇒ [La MP recommande à la CENCO de « la retenue et de laisser à César ce qui est à César »,](#)
Radio okapi, 22 avril

HIGHLIGHT - [Lubumbashi : la Police empêche le meeting du Rassemblement de ce 24 avril](#), Actualité.cd, 24 avril

[Christophe Lutundula : « la SADC nous a rassurés qu'il ne sera plus question d'accepter un quelconque report des élections »](#), politico.cd, 24 avril

TOP STORY - [DR Congo's veteran opposition chief will be buried at party's headquarters](#), africanews, April 24

Security

[Kinshasa's new police chief in DRC urges his men 'not to make the people suffer'](#), IBT, April 19

[RDC: nombreuses questions après le meurtre du docteur Gildo Byamungu](#), RFI, 19 avril // [RDC: «Gildo Byamungu était le seul à exercer comme gynécologue là où il était»](#), RFI, 19 avril // [Un suspect arrêté pour le meurtre d'un médecin dans l'Est de la RDC](#), VOA, 20 avril



Thomas Nicolon
@ThomasNicolon

Abonné

#RDC #Bukavu Marche en hommage au docteur Gildo, proche collaborateur de Mukwege assassiné la semaine passée.



RETWEETS 56
J'AIME 31



13:25 - 19 avr. 2017

TOP STORY - [More than 11,000 Congo refugees seek refuge in Angola](#), Reuters, April 21 // [RDC: les violences dans les Kasai ont fait un million de déplacés, selon l'ONU](#), RFI, 22 avril

“En RDC, c'est un afflux impressionnant de personnes ayant fui les violences dans les Kasai qui est venu grossir les rangs des deux millions de déplacés présents dans le pays. Le bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (Ocha) a fait savoir vendredi 21 avril que la barre du million de personnes déplacées avait été franchie ce mois-ci.”

TOP STORY - [RDC : Le gouvernement a présenté pour la première fois la vidéo de l'exécution des deux experts de l'ONU](#), Actualité.cd, 24 avril



Thomas Nicolon @ThomasNicolon · 1 h

#RDC #Kasai @LambertMende : "On a aussi montré aux responsables des médias la vidéo de l'exécution de 39 policiers par les Kamwina Nsapu."



Thomas Nicolon @ThomasNicolon · 1 h

#RDC #Kasai @LambertMende : "Suite au visionnage de la vidéo, il n'y a pas de doutes : les Kamwina Nsapu ont tué les 2 experts de l'ONU."

HIGHLIGHT - [DR Congo's Kasai conflict: Voodoo rebels take on Kabila](#), BBC News, April 24

Natural resources

[From Congo child soldier to award-winning wildlife ranger – a life in danger](#), the guardian, April 24

Burundi

Political & Security crisis

[The world must not betray Burundians – as was the case with Rwandans in 1994](#), The New Times, April 23

HIGHLIGHT - [Burundi: le Cnared interpelle les chefs d'Etat de la region](#), RFI, 22 avril

TOP STORY - [WFP says food shipment for Burundi is blocked at border](#), Washington Post, April 21

"The U.N's World Food Program says a food shipment meant to feed about 112,000 people has been stopped at the Burundi border.

Spokeswoman Challiss McDonough said Friday the shipment was blocked while trying to enter from Rwanda. She says WFP believes it is a misunderstanding."

Rwanda

Politics & Security

[Rwanda : un ex-chef de milice condamné à la perpétuité pour son rôle dans le genocide](#), Jeune Afrique, 21 avril

News from EurAc network and from partner organisations

- Report, SOS Torture Burundi

[RAPPORT N°71 DE SOS-TORTURE/BURUNDI PUBLIE LE 22 AVRIL 2017](#)

By SOS Torture Burundi

23 April 2017

Interesting statements, research, analysis & campaigns

- Demonstration/Campaign, Amnesty International

[Justice4Beni: Marche funèbre – Rouwstoet](#)

By Amnesty International België Vlaanderen

What: Marche funèbre - Funeral March – Rouwstoet

Where: De Meeûsquare, Brussels

When: Sunday 7 May, from 11:30 until 13:00, the march starts at 12:00 sharp.

- Analysis, The Conversation

[Congo-Kinshasa: Stability in the DRC - a Look Beyond Political Agreements](#)

By Yvan Yenda Ilunga, Rutgers University


23 April 2017

- Factsheet, OCHA

[DR Congo: Weekly Humanitarian Update, 17-21 April 2017](#)

By OCHA

21 April 2017

DR Congo: Weekly Humanitarian Update 17 - 21 April 2017 

KASAI: 1.5 MILLION CHILDREN AFFECTED BY THE CRISIS

More than 1.5 million children, including some 600,000 who are displaced, have been affected by the violence in the Kasai region, the United Nations Children's Fund said on 20 April. The agency said that hundreds of children were injured during the violence, including some 300 with serious injuries, hundreds of others were detained, raped and even executed. Estimates reveal that some 2,000 children are used by militias in the affected region; at least 300 children were seriously injured in the violence while more than 4,000 children were separated from their families. Violence has also had a devastating impact on the education and health systems in the region causing more than 350 schools destroyed; in Kasai Central province alone, one health center out of three is no longer functional, putting children's health and survival at risk, the statement said. While recognizing that children in the region are still at risk if the situation does not improve quickly, UNICEF has secured the release of 284 children detained or held in Kasai, previously used by the militia. It has also expanded its emergency response in the region, through projects targeting 173,000 people.

NORTH-KIVU: UNFPA LAUNCHES NEW PROJECT TARGETING GENDER-BASED VIOLENCE VICTIMS IN SOMA

Funded by the Netherlands with more than USD 4.5 million, this 3-year project focuses on strengthening the drug supply system and improving survivors' access to quality health care in the North and South Kivu provinces. The project, which officially launched on 19 April, will take place in the health zones of Oicha, Beni and Masizi (in North Kivu), Walungu, Lemaera, Katema, and Mili-Murhesa (South Kivu).

MORE THAN 1 MILLION DISPLACED PEOPLE IN KASAI FIVE PROVINCES

Some 1 million people have been displaced by the violence that has hit the five provinces of Kasai: Kasai Central, Kasai Oriental, Sankuru and Lomami since August 2016, the Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA) said on 20 April. Women and children account for the majority of displaced people. Population movements occur from Kasai to other provinces, as well as to Angola. As of April, approximately 28,000 persons have fled from Kasai Central and Lomami to seek refuge in Luabala, while other 400 persons left Lomami province to Haut Lomami province. In addition, 9,000 Congolese fled the region to seek refuge in Angola (Lunda Norte province). 42 organizations are currently active in the region. As the crisis represents a new theater of operation, organizations have been forced to review their programs. Among others, OCHA has established an operational antenna in Kananga (Central Kasai). Resource mobilization efforts are ongoing as the current largely overstuffed current financial capacities.

HAUT-KATANGA: ADRA, WFP PARTNER, CONTINUED SUPPORT FOR ACTIVITIES TO MODERATE ACUTE MALNUTRITION IN KILWA AND PWELO HEALTH ZONES

On 18 April, ADRA launch a new 9-month program targeting some 35,000 people, half of which are children under 5 years old. In October 2016, via funding from DFID, international NGO Action Centre In Faim had run a similar program targeting some 2,400 severely malnourished children under 5 in Pweto health zone. Since 2013, malnutrition rates have been exceeded 10%. Kilwa and Pweto, are exposed to the risks of malnutrition due to population movements, food insecurity, and difficult access to drinking water and epidemics.

